

## Compte rendu CHSCTD du Mercredi 20 octobre 2021



Vous lirez la déclaration préalable en fin de compte-rendu

A cette déclaration, Le DASEN a répondu en disant que cela faisait un an que Samuel Paty avait été assassiné et que chacun pouvait imaginer qu'un hommage lui serait rendu. Nous avons fait remarquer que notre ministère lui aussi avait eu 1 an, il a reconnu qu'un étayage aurait été bienvenu ...

### - Point sur la situation sanitaire

En ce qui concerne la **vaccination**, tous les établissements publics et privés du 2<sup>nd</sup> degré du département ont été concernés du 6/09 jusqu'aux vacances d'automne. Des équipes mobiles intervenaient en autonomie dans les établissements.

Globalement dans le 90, 61,8% des 12/17 ans sont vaccinés au 12 octobre. C'est le taux le plus faible de la région Bourgogne-Franche Comté. Le taux est connu via l'ARS.

Le DASEN regrette un taux aussi faible dans la mesure où les chiffres augmentent, il y a une nouvelle amorce et plus de gens décèdent du covid que du vaccin...

Du côté des personnels, 64 agents sont concernés par l'obligation vaccinal dans le département. Il n'y a eu aucune suspension d'un agent à ce jour.

En ce qui concerne les tests salivaires, 2023 tests ont été réalisés. Une équipe constituée de 4 personnes intervient sur tout le nord Franche Comté (90+ Pays de Montbéliard+ Héricourt) pour réaliser 37% des tests de l'académie.

La campagne de tests a débuté le 13/09, les contrats des personnes de ces équipes sont prévus jusqu'à fin décembre.

Les tests sont déployés dès qu'il y a un cas positif mais également à titre de prévention en concertation avec l'ARS pour observer l'activité du virus à l'instant T dans un endroit. Le taux d'acceptation du test était de 80% en 2020-2021, pour passer désormais à 65%...

Afin de réduire la charge et l'urgence de travail des directeurs, l'autorisation de test est une autorisation permanente pour l'année, pensez anticiper pour ne

pas être dans l'urgence si une campagne venait à être déployée dans votre établissement.

Mme Lohmann (médecin scolaire) signale que la CPAM lui fournit désormais chaque jour un tableau avec les patients qui sont testés positifs et en âge d'être scolarisés. Cela lui permet de croiser les informations et de vérifier qu'il n'y a pas de « trous dans la raquette ».

Un pic de cas positifs a été observé les 3 premières semaines de septembre.

122 cas + depuis fin août.

	Cas positifs	Fermetures
Maternelle	25	18
Elementaire	59	39
Enseignants	6	
AESH	1	
ATSEM	1	
Total	122	57

#### - Point sur les Ressources Humaines

On observe une augmentation du nombre de congés maternité (3 fois plus que l'an dernier à la même époque) : effet Covid + congés de paternité !

Les demies journées d'absence liées au COVID sont en baisse : moins d'ASA, les seules observées sont pour garder des enfants dont la classe a fermé.

Augmentation des absences liées à la formation continue, signe d'une reprise d'activité à ce niveau-là.

Depuis la rentrée, 1170 demies journées à remplacer ont été comptabilisées. On déplore environ 500 DJ demies journées non remplacées, ce qui équivaut tout de même à la moitié.

On compte 49,5 postes de TR (Titulaires Remplaçants) sur le département.

8 contractuels ont été recrutés depuis la rentrée, dont 6 qui avaient déjà occupé ce poste l'année précédente. La situation reste toujours compliquée malgré tout, les tensions sont apparues dès septembre !

ASA au troisième trimestre de grossesse : nous avons bataillé pour qu'une application juste de la circulaire de septembre concernant les vulnérables soit appliquée. La DRH estimait que si la personne est vaccinée, elle peut travailler...sauf que la circulaire ne fait pas de distinction vacciné/non

vacciné !!! Après moult mail au rectorat, à la DSDEN, nous avons obtenu qu'effectivement, les femmes dans leur 3° trimestre de grossesse peuvent être mises en ASA. Pour cela, il faut se mettre en contact avec son IEN ainsi que la DRH.

-Un point sur les visites d'établissement a été effectué par Mr Renaud, Inspecteur Santé et Sécurité au Travail. Les établissements du 90 qui ont été visités sont relativement bon élève, au-dessus de la moyenne académique en tous les cas en terme de gestion hygiène et sécurité.

- Gestion des élèves débordants.

Mr Blumé dresse le constat qu'il y a + de signalements dès la maternelle, les caractéristiques sont plus exacerbées qu'il y a quelques années. Les élèves ont de moins en moins de codes de la vie en collectivité. On peut noter un effet confinement et une prise de distance des familles avec l'école. Les enfants ont d'énormes difficultés de séparation et de frustration. Certaines classes sont en réelle difficulté avec jusqu'à 4 cas particuliers dans une classe de PS.

Le Pôle Accueil Maternelle de l'école Bartholdi a déjà enregistré 3 demandes sur une même circonscription. Il n'y a déjà plus de place mais le PAM (pôle accueil maternelle) se déplace dans les écoles pour apporter de l'aide aux collègues en tension. On sent qu'on atteint nos limites. Plusieurs PE ont déjà été contraints de s'arrêter devant une situation ingérable.

Il faut souligner la grande réactivité du PAM et des équipes RASED.

Constat que les familles sont mises à mal et deviennent de plus en plus exigeantes, se tournent vers des officines privées et donnent des ordres aux écoles sur la manière de prendre en charge leur enfant. Le dialogue est à reconstruire.

Evidemment, ce qui est observé en maternelle se retrouve en élémentaire. L'EMAS (cf fiche jointe) accompagne bien mais les temps d'accompagnement médico-social n'est pas le temps de l'enseignant...

La problématique des notifications MDPH est soulevée : la suppression des aides en cas de refus de l'orientation proposée par les parents est pointée. Le DASEN regrette le dialogue binaire de la MDPH. On note aussi la problématique

du maintien en GS qui crée une espèce de goulot d'étranglement en attendant les propositions de la MDPH.

La FSU intervient pour pointer la précarité des AESH en toile de fond !

Le DASEN reconnaît que si on ne trouve pas de solutions ça ne risque pas de s'arranger tout seul. Des situations sont déjà catastrophiques en octobre, alors qu'on observe cela plutôt en avril.

- Point sur les fiches RSST.

6 situations ont été remontées depuis la rentrée dont 3 pour des élèves débordants. Un groupe de travail à ce sujet est prévu au retour des vacances de d'automne.

- Retour sur les groupes de travail

Depuis la rentrée, un groupe de travail a eu lieu autour des fiches RSST. L'outil existe, mais comment le faire connaître aux personnels, et quel est son usage. Un envoi de tutoriel sera effectué, le sujet devrait être abordé dans un conseil des maitres dans le premier degré et en réunion de rentrée dans le 2<sup>nd</sup>. Le tutoriel devrait être mis sur les sites de circo, en indiquant le cheminement des fiches RSST.

A chaque signalement, une réponse doit être apportée dans un court délai. Il n'y a pas de délai réglementaire.

Si un problème technique est rencontré, il faut faire une copie d'écran et l'envoyer à AbiTop via Pratic.

Les registres papiers doivent être conservés dans les établissements à destination des personnels qui n'auraient pas d'adresse académique.

- Agent victime de violence

Une affiche créée par la DSDEN a été présentée et validée, pour faire connaître les actions à mettre en place devant un cas de violence physique et ou verbale subi par un agent. Elle sera prochainement envoyée aux directeurs et chefs d'établissement.

***Vos représentants en CTSD pour la FSU***

***Florence Babel, Boris Benabid, Sylvie Déchambenoit et Mélanie Morga-Blache***



## Déclaration préalable intersyndicale

**CHSCTD du 20 Octobre 2021**

Nous venons de vivre notre seconde rentrée de Septembre sous covid et malgré les remarques incessantes des collègues, des directeurs mais aussi des CHSCT concernant les protocoles successifs et le choix de la communication qui en est faite, notre ministre reste sourd à nos alertes.

Nous mettons en place un protocole niveau 2, puis niveau 1 sans connaître les critères retenus pour le passage d'un niveau à un autre. Au niveau local, nous avons la chance de bénéficier de GT covid régulier pour palier au flou et à l'opacité du protocole et malgré cela, les consignes varient régulièrement et demandent toujours plus d'adaptabilité et de travail aux collègues, aux directeurs et chefs d'établissement.

La sérénité annoncée pour la rentrée par notre ministre n'est pas vécue comme telle dans nos établissements :

Des classes trop chargées, le manque d'enseignants notamment pour les remplacements, les tensions dans les équipes et avec les parents d'élèves, le manque d'AED, le recrutement de contractuels alors que l'on a besoin d'enseignants formés, les AESH personnels précaires, sous-payés, en nombre largement insuffisant contrastent avec la vision sereine de notre ministre.

Les conditions de travail sont de plus en plus compliquées, les équipes pédagogiques sont fatiguées, l'accueil d'élèves à besoins particuliers les épuisent et les constellations dans le premier degré monopolisent sur 4 ans l'ensemble du temps de formation et empêchent les collègues d'avoir accès à d'autres formations dont ils auraient réellement besoin comme celles en lien avec la santé et sécurité au travail ou les élèves à besoins particuliers.

Cette problématique est encore plus prégnante en maternelle lorsque les élèves arrivent sans aide et sans diagnostic posé.

Dernier fait déstabilisant pour les collègues, cette demande en urgence d'hommage à Samuel Paty, sans temps nécessaire pour s'organiser et rendre un hommage digne et significatif qui serait porteur de sens pour nos élèves.

Tous ces éléments amplifient et accroissent la fatigue déjà palpable des enseignants sur le terrain. Nous n'avons pas encore bouclé la première période que de nombreux collègues sont en arrêt pour asthénie et stress au travail.

Dans ce contexte tendu, nous serons vigilants à ce que la loi Rilhac n'accentue pas plus les tensions déjà vives dans nos écoles actuellement.